



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A LOYER MODERE (SN HLM)

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

**PRESENTE PAR
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I. SYNTHESE DE NOS TRAVAUX	5
1.1.CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1. Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	6
1.2.3. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière.....	7
1.2.4. Constats sur l'audit physique.....	8
1.3.RECOMMANDATIONS	8
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	8
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	8
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	9
2.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	10
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	12
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	13
4.1.ETAPES DE LA MISSION.....	13
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	14
4.2.1. La Préparation de la mission	14
4.2.2.Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	15
4.3.3.Revue des procédures de passation des marchés	16
4.3.4. Audit de l'exécution physique des marchés	17
4.3.5. Contrôle de la qualité de la revue.....	18
4.3.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales	18
4.3.7.Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe.....	19
4.3.8.Restitution des rapports	19
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	20
5.1.LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	20
5.2.LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	22
5.2.2.La Commission des Marchés	22
5.3.LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	23
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	23
5.3.2.L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	23
5.4.MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS	23
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	24
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	25
6.1.1. Constats spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3).....	25
6.1.2. Acquisitions par commande directe non autorisée en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP	27
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	28
6.2.1. Constance des travaux d'audit du volet financier	28
6.2.2. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière	29
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	30

VII. RECOMMANDATIONS.....	32
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	32
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	32
7.2.1. <i>Recommandations relatives aux AAO</i>	32
7.2.2. <i>Recommandations relatives aux DRP</i>	33
7.2.3. <i>Recommandations relatives au classement et à l'archivage</i>	33
VIII. ANNEXES.....	34
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	35
ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION	37
ANNEXE 3 : FICHE DE PROJET	38
ANNEXE 4 : PHOTOS AUDIT PHYSIQUE.....	62
ANNEXE 5 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	67

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN HLM	Société Nationale des Habitations à Loyers Modérés
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société Nationales des Habitations à Loyers Modérés (SN-HLM)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que vous avez bien voulu confier au groupement GMS-SSPM.

Au terme de cette mission, dont l'objet est de vérifier la conformité des opérations de passation et d'exécution des marchés conclus par les autorités contractantes du GROUPE II, entités ciblées, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie. En ce qui concerne la SN HLM, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la SN HLM se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la SN HLM a mis en place une Commission des Marchés et une Cellule de Passation des Marchés conformément aux articles 35 et suivants du CMP.

- **Elaboration de rapports périodiques**

Les rapports trimestriels ont été établis par la Cellule de Passation des Marchés de la SN HLM, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, au cours de la gestion 2011.

Le Rapport annuel sur les marchés de l'an 2011 n'a pas été élaboré, et transmis à l'ARMP, en violation des dispositions de l'article 143 du CMP.

- **Plan de Passation des Marchés (PPM) et Avis Général de Passation des marchés (AGM)**

La SN HLM a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des Marchés et publié un Avis Général de Passation des Marchés conformément aux articles 6 et 56 du CPM.

- **Registre des marchés (Bonne pratique)**

La SN HLM dispose d'un registre des marchés.

1.2. Constats d'audit

1.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que des acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 ont été passées par commandes directes pour un montant de trois cent six millions trois cent quatre vingt sept mille trois cent quinze (306 387 315 F CFA).

Rappel des seuils applicables à la SN HLM en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

PERIMETRE COUVERT

La SN HLM, a passé au titre de la gestion 2011, treize (13) marchés par appels d'offres ouverts, un (01) par entente directe et vingt (20) par DRP.

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

a) Pour les AOO

- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux représentants de soumissionnaires présents à la séance publique, en violation de l'article 67 du CMP ;
- Soumissionnaires éliminés pour dossier administratif incomplet, sans saisine au préalable de l'autorité contractante pour complément de dossier, en violation de l'article 44 du CMP ;
- Aucune notification à l'endroit des soumissionnaires non retenus pour les informer écrit du rejet de leur offre, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Délai de plus de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la validation du PV d'attribution provisoire, en violation de l'article 70 du CMP ;
- Avis d'attribution définitive non publié, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Marchés non immatriculés, en violation de l'article 85 du CMP.

b) Pour les DRP

- DRP non inscrites dans le PPM transmis à la DCMP, en violation de l'article 6 du CMP ;
- Aucune notification à l'endroit des soumissionnaires non retenus pour les informer par écrit du rejet de leur offre, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Toutes les DRP de prestations intellectuelles ont été attribuées sur la seule base d'une offre financière, aucune offre technique n'ayant été fournie par les soumissionnaires, en violation de l'article 80 du CMP ;
- Consultation de candidats n'ayant aucune existence, en violation de l'article 44 du CMP.

1.2.3. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière

Les constats sur l'audit financier sont les suivants :

- Non classement des Bons de commande ;
- Bons de livraison et PV de réception signés par les personnes habilitées, mais non classés ;
- Contrats conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

1.2.4. Constats sur l'audit physique

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques des marchés audités avec un échantillon représentant 33% en montant des marchés passés en revue. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent pas de remarques particulières de notre part à l'exception des points suivants :

- **l'inexistence d'une comptabilité matières ;**
- **des retards considérables dans l'exécution du marché de travaux d'électrification des PA de NGALLELE (Saint-Louis) attribué à ETM pour un montant de trois cent dix-huit millions quarante mille cinq cent soixante-deux francs (318 040 562 F CFA).**

1.3. Recommandations

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- L'élaboration par la CPM du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, et sa transmission à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Nos recommandations sont les suivantes :

Pour les AOO

- Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis à tous les représentants de soumissionnaires présents à la séance publique ;
- Saisir les candidats pour leur demander de compléter leur dossier administratif avant élimination ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis ;
- Publier l'avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché ;
- Faire immatriculer les marchés par la DCMP.

Pour les DRP

- Inscrire toute les DRP dans le PPM transmis à la DCMP avant leur lancement ; donc mettre à jour le PPM au besoin ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière)
- S'assurer que les candidats consultés et retenus sont qualifiés pour le marché, et ont une existence juridique légale.

Pour le classement et l'archivage

Améliorer le système de classement des documents concernant la passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP (Manuel de classement des documents des autorités contractantes).

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés Publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences

règlementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;

- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de

litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (*n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012*) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;

- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;

- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.3.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.3.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.3.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision / expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.3.7.Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.3.8.Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes :

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;

- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le Décret n°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l’article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28Décembre 2007 pris en application de l’article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n’est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l’article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 45-e du CMP fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l’article 78 du CMP ;

- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMF pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2.Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2.La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3.Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2.L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4.Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

La SN HLM, a passé au titre de la gestion 2011, treize (13) marchés par appels d'offres ouverts, un (01) par entente directe et vingt (20) par DRP.

L'Audit de la passation des marchés a porté sur :

- Dix (10) appels d'offres ouverts ;
- Une (01) entente directe ;
- Neuf (09) DRP.

6.1. Audit de la passation des marchés

6.1.1. Constats spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3)

c) Pour les AOO

- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux représentants de soumissionnaires présents à la séance publique, en violation de l'article 67 du CMP ;
- Soumissionnaires éliminés pour dossier administratif incomplet, sans saisine au préalable de l'autorité contractante pour complément de dossier, en violation de l'article 44 du CMP
- Aucune notification à l'endroit des soumissionnaires non retenus pour les informer écrit du rejet de leur offre, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Délai de plus de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la validation du PV d'attribution provisoire, en violation de l'article 70 du CMP ;
- Avis d'attribution définitive non publié, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Marchés non immatriculés, en violation de l'article 85 du CMP.

d) Pour les DRP

- Inscrire toutes les DRP dans le PPM transmis à la DCMP avant leur lancement ; mettre à jour le PPM au besoin ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.
- Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière)
- S'assurer que les candidats consultés et retenus sont compétents pour le marché, et ont une existence juridique légale.

LISTE DES MARCHES PASSES EN REVUE				
Description	Bénéficiaires	Montant en FCFA	Observations (Cf.. en annexe 3 fiches de projets)	Commentaires de l'AC
AOO				
Construction de 2 agences SN HLM à Tambacounda et Kaolack	Lot 1 : CEC Lot 2 : CEC	55 324 155 FCFA TTC 31 966 212 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

Travaux de terrassements généraux des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque II B	SEPS	310.420.476 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux d'adduction d'eau potable des Parcelles Assainies de Thiès Extension (UV 04 et UV 05)	ETAB	137.901.714 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Electrification des HLM de Nioro, Kaolack et Ziguinchor	Lot 1 : ETM Lot 2 : ETM Lot 3 : ETAB	34.049.490 FCFA TTC 27.161.618 FCFA TTC 52.795.678 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
travaux d'électrification des PA de NGALLELE (Saint-Louis)	ETM	318 040 562 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux d'électrification des parcelles assainies de Thiès Extension	ETM	204 814 506 F CFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Acquisition de Véhicules	Lot 1 : CFAO Lot 2 : CFAO Lot 3 : La Sénégalaise de l'Automobile	94.200.000 FCFA TTC 69.950.000 FCFA TTC 34.078.400 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Electrification Tambacounda	ETM	211 757 490 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Terrassement Parcelles Assainies de Kebemer	SEPS	83 421 581 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Acquisition d'un Véhicule 4x4	CFAO	46 975 400 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP				
Contrôle des travaux de construction d'un immeuble R+8 à Fass Paillote	APAVE	7 139 000 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Etude d'assainissement en eaux usées des PA de Keur Massar III	H2O ENGINEERING	24 978 653 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

Etude d'assainissement des PA de Thiès Extension (UV 04 et 05)	H2O ENGINEERING	15 930 000 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux d'entretien et de maintenance des Splits du siège	Zénith Froid	1 770 000 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Organisation de la colonie de vacances 2011	Cheikh Ahmed Tidiane SARR	28 892 000 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Etudes techniques et financières pour la construction de logements à Ngallèle et Kébémér	Lot 1 : SNIB	11 994 700 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	Lot 2 : IHSAN Project	10 030 000 FCFA TTC		
Fourniture de matériel électrique pour l'alimentation en réseau BT aérien des 189 logements de Saint-Louis	ETM	18 583 230 F CFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Maintenance Parc Informatique	INFOTECH	9 855 360 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Demande de cotation pour l'acquisition de cartouches pour imprimantes	ITEL	1 298 000 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Entente Directe				
Maintenance et suivi des applications spécifiques pour la SN HLM	DEFI HIGH-TECH	7 139 000 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

6.1.2. Acquisitions par commande directe non autorisée en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions ci-dessous par commande directe non conformes aux dispositions de l'article 76 du CMP pour un montant de trois cent six millions trois cent quatre-vingt-sept mille trois cent quinze (306 387 315) F CFA.

Bénéficiaire	Montant en FCFA TTC	Commentaire de l'AC
PROFIL	60 075 129	Recrutement de personnel intérimaire
CNART/COMPA NAT D' ASS TRANS	54 154 817	
AMSA ASSURANCES	38 699 388	
KIKI TRAITEUR	35 038 000	Restauration du personnel
CAGI SERVICES	33 559 530	Marché de clientèle suite à un AOO et signé en 2009 et exécuté jusqu'en début 2011
ELITE NETTOYAGE INDUS& SERVICE	17 409 198	
IBRA NDOUR (GARAGISTE)	16 005 245	Réparation de véhicules
DOCTEUR AUTO/MAMADOU DIALLO	14 817 406	Réparation de véhicules
PRO INTERIM	14 634 802	Recrutement de personnel intérimaire
ELITE%	12 644 500	
IBRAHIMA DIOUF GARAGISTE	3 282 250	
CONSTRUCTION 2000	3 067 050	
SE.PRE.S	3 000 000	
TOTAL	306 387 315	

6.2. Audit de l'exécution financière

6.2.1. Constance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de la SN HLM pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

6.2.2. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière

Les constats sur l'audit financier sont les suivants :

- Dépenses inscrites dans le budget de la SNHLM ;
- Non classement des Bons de commande ;
- Existence d'un bon de livraison et PV de réception signé par les personnes habilitées, mais non classés ;
- Contrats conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observation	Commentaire AC
Acquisition de Véhicules	Lot 1 : CFAO Lot 2 : CFAO Lot 3 : La Sénégalaise de l'Automobile	94 200 000 69 950 000 34 078 400	Véhicules livrés	
Construction de 2 agences SN HLM à Tambacounda et Kaolack	Lot 1 : CEC Lot 2 : CEC	55 324 155 31 966 212	Agences construites et fonctionnelles	
travaux d'électrification des PA de NGALLELE (Saint-Louis)	ETM	318 040 562	Travaux en cours	
Acquisition d'un Véhicule 4x4	CFAO	46 975 400	Véhicules livrés	
TOTAL		616 456 329		
TOTAL DEPENSE ECHANTILLON		1 850 467 225		
TAUX DE COUVERTURE		33.31%		

Les fournitures concernant l'échantillon de l'audit physique, ont été pour l'essentiel livrées conformément aux spécifications techniques.

Il a été aussi noté :

- l'inexistence d'une comptabilité matière
- des retards considérables dans l'exécution des marchés de travaux

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la CPM du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux AAO

La SN HLM devra conformément au CMP et nos recommandations peuvent se résumer comme suit :

- Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis à tous les représentants de soumissionnaires présents à la séance publique ;
- Saisir les candidats pour leur demander de compléter leur dossier administratif avant élimination
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis ;
- Publier les avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché ;
- Faire immatriculer les marchés par la DCMP.

7.2.2. Recommandations relatives aux DRP

La SN HLM devra conformément au CMP ; nos recommandations se résument aux points suivants :

- Inscrire toutes les DRP dans le PPM transmis à la DCMP avant leur lancement ; mettre à jour le PPM au besoin ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.
- Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière)
- S'assurer que les candidats consultés et retenus sont compétents pour le marché, et ont un statut juridique et une personnalité morale.

7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

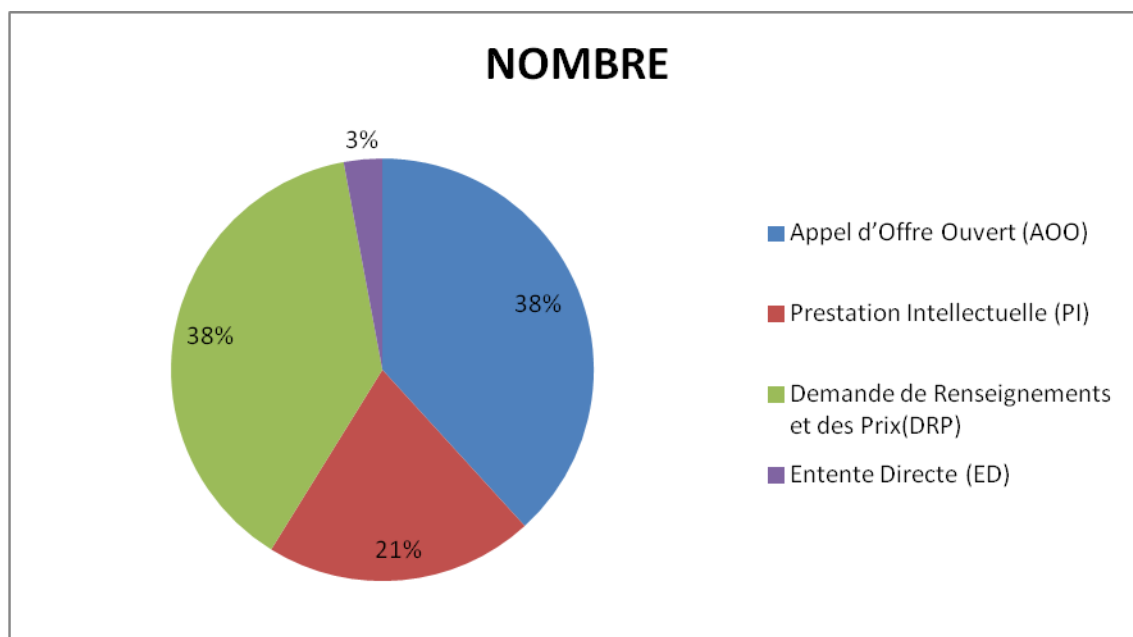
La SN HLM devrait améliorer son système de classement des documents relatifs à la passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP (Manuel de classement des documents des autorités contractantes).

VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :
REPARTITION ECHANTILLON**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	13	1 865 619 279
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	7	68 835 300
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	13	105 659 096
Entente Directe (ED)	1	8 690 000
Convention	-	
TOTAL	34	2 048 803 675

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



**ANNEXE 2 :
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

**ANNEXE 3 :
FICHE DE PROJET**

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N° T_DT_031	
Description	Construction de deux agences pour la SN HLM à Tambacounda et Kaolack
Date d'invitation	27 mai 2011
Date de dépôt des offres	29 juin 2011
Attributaire	Centrale d'Etude et de Construction (CEC):Lot1 et lot2
Date du bon de commande	
Date du contrat	29 décembre 2011
Montant du marché	Lot 1: 55 324 155 franc CFA TTC Lot 2 : 31 966 212 franc CFA TTC
Date de réception	travaux en cours
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p><u>Lot 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Centrale d'Etude et de Construction (CEC) : 56 678 239 FCFA TTC Seta International : 49 966 617 FCA TTC GIE Wakeur Mame Cheikh : 43 825 029 FCFA TTC Cetide Conseil : 51 868 414 FCFA TTC Cabinet de Gestion Immobilière et des Travaux de Bâtiment : 41 106 121 FCFA TTC <p><u>Lot 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Centrale d'Etude et de Construction (CEC) : 31 937 596 FCFA TTC Seta International : 28 302 991 FCFA TTC GIE Wakeur Mame Cheikh : 25 571 172 FCFA TTC Cetide Conseil : 29 554 328 FCFA TTC Cabinet de Gestion Immobilière et des Travaux de Bâtiment : 20 893 879 FCFA TTC <p>Pour chaque lot, le marché a été attribué au 5ème moins disant, les quatre premières ayant été déclaré non conforme faute de non classification</p>	
Non conformités	-procès-verbal d'ouverture des plis non transmis aux soumissionnaires -candidats non saisis pour complément de dossier administratif et éliminés
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires -saisir les candidats pour leur demander de compléter leur dossier administratif
Commentaires de l'AC	-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012.

	<p>Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».</p> <p>-Les candidats éliminés ont produit des documents qui ne répondaient pas aux exigences du DAO. Il y a une différence entre des documents administratifs produits et des documents non fournis ou incomplets. C'est dans ce second cas que l'autorité contractante adresse une correspondance aux candidats pour compléments d'information.</p> <p>Dans ce cas d'espèce, les soumissionnaires ont produit des attestations de qualification et de classement d'une catégorie inférieure à celle exigée.</p>
Appréciation du Cabinet	Non conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° T_DT_002	
Description	Travaux de terrassements généraux des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque II B
Date d'invitation	22 mars 2011
Date de dépôt des offres	03 mai 2011
Attributaire	SEPS
Date du contrat	05 juillet 2011
Montant du marché	310.420.476 franc CFA TTC
Date de réception	Travaux non encore démarrés
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SEPS : 315 730 476 FCFA TTC • CSTPSA : 693 824 566 FCFA TTC • GIE Keur Khadim : 417 816 072 FCA TTC • ATEX : 329 875 809 FCA TTC • Groupement Ruf : 530 000 304 FCFA TTC • EGCCBN : 460 037 840 FCFA TTC <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre la moins disante</p>	
Non conformités	-procès-verbal d'ouverture des plis non transmis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° T_DPAC_27	
Description	Travaux d'adduction d'eau potable des Parcelles Assainies de Thiès Extension (UV 04 et UV 05)
Date d'invitation	22 février 2011
Date de dépôt des offres	01 avril 2011
Attributaire	ETAB
Date du contrat	Contrat non signé
Montant du marché	137.901.714 franc CFA TTC
Date de réception	Travaux non encore démarrés
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ETAB Sarl : 137 901 714 FCFA TTC • SCTE : 140 274 550 FCFA TTC • GIE Keur Khadim : 124 497 684 FCFA TTC • Hydro System SA : 140 604 253 FCFA TTC • SNTPE : 275 978 215 FCFA TTC • BDTP Sualr : 191 351 660 FCFA TTC • SGT Le Taif : 156 292 631 FCFA TTC • ATEX : 209 319 592 FCFA TTC • SARRE Construction : 266 489 897 FCFA TTC <p>Le marché a été attribué au 2ème moins disant du fait que l'offre la moins disante a été jugé non conforme pour manque d'expérience requise pour les travaux d'adduction d'eau potable.</p>	
Non conformités	-Procès-verbal d'ouverture des plis non transmis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° T_DPAC_046	
Description	Electrification des HLM de Nioro, Kaolack et Ziguinchor
Date d'invitation	30 aout 2010
Date de dépôt des offres	30 septembre 2010
Attributaire	LOT 1 ET 2 : ETM SARL LOT 3: ETAB
Date du contrat	24 janvier 2011 pour Ziguinchor/ 01 février 2011 pour Kaolack et Nioro
Montant du marché	Lot1: 34.049.490 FCFA TTC Lot 2: 27.161.618 FCFA TTC Lot 3: 52.795.678 FCFA TTC
Date de réception	25 juin 2012 pour ETAB/ 15 mars 2011 pour ETM
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <p><u>Lot 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • ETM SARL : 34 049 490 FCFA TTC • Hydro System : 36 192 833 FCFA TTC • Les Spécialistes de l'Energie : 54 360 862 FCFA TTC • ETAB Sarl : 35 037 150 FCFA TTC • Socere Lambert Somec : 54 009 478 FCFA TTC • SGT Le Taif : 40 309 461 FCFA TTC • ATEX : 69 990 048 FCFA TTC • Etudes Et Réalisations d'Infrastructures : 36 291 797 FCFA TTC • Equip Plus : 35 411 394 FCFA TTC <p><u>Lot 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • ETM SARL : 27 161 618 FCFA TTC • Hydro System : 46 727 789 FCFA TTC • Les Spécialistes de l'Energie : 40 957 959 FCFA TTC • Techno Réseaux Sénégal : 26 276 255 FCFA TTC • ETAB Sarl : 27 785 578 FCFA TTC • Socere Lambert Somec : 39 388 397 FCFA TTC • SGT Le Taif : 30 338 921 FCFA TTC • ATEX : 51 516 320 FCFA TTC • Etudes Et Réalisations d'Infrastructures : 28 871 060 FCFA TTC • Equip Plus : 26 071 652 FCFA TTC <p><u>Lot 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • ETM SARL : 53 789 595 FCFA TTC • Les Spécialistes de l'Energie : 70 014 948 FCFA TTC 	

- ETAB Sarl : 52 795 678 FCFA TTC
- Socere Lambert Somec : 78 706 810 FCFA TTC
- SGT Le Taif : 76 859 064 FCFA TTC
- ATEX : 120 889 495 FCFA TTC
- Etudes Et Réalisations d'Infrastructures : 51 059 082 FCFA TTC
- Equip Plus : 58 892 384 FCFA TTC

Le lot 1a été attribué à l'offre la moins disante, et le 2 et lot 3 ont été attribués au 2nd moins disant du fait que l'offre la moins disante ayant été jugé non conforme pour non-respect des critères de qualification (capacité financière, chiffre d'affaire, expérience)

Avenant pour ETM conclut le 04 octobre 2011 pour un montant de 4 573 662 FCFA TTC pour le lot 1 et 1 257 656 FCFA TTC pour le lot 2

Non conformités	-Marché non immatriculé
Recommandations	-immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	Plusieurs Sociétés Nationales y compris la SN HLM pensaient être exclues, à tort, de l'obligation d'immatriculation des marchés. C'est d'ailleurs ce qui a motivé publication de la Circulaire N°002 du 03 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre, indiquant l'obligation pour toutes les autorités contractantes de faire immatriculer leurs marchés. C'est à partir de cette date que la SN HLM a procédé à l'immatriculation systématique de ses marchés.
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° T_DT_025	
Description	travaux d'électrification des PA de NGALLELE (Saint-Louis)
Date d'invitation	11 aout 2011
Date de dépôt des offres	29 septembre 2011
Attributaire	ETM
Date du contrat	30 juin 2011
Montant du marché	318 040 562 FCFA TTC
Date de réception	Travaux en cours
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ETM Sarl : 318 040 562 FCFA TTC • Les Spécialistes de l'Energie : 428 229 639 FCFA TTC • ETAB Sarl ; 279 519 459 FCFA TTC <p>Le marché a été attribué au 2eme moins disante, l'offre la moins disante ayant été jugée non conforme pour non-respect du critère du chiffre d'affaire et absence dans l'offre du CV du directeur des travaux</p>	
Non conformités	<p>-Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires</p> <p>-plus de 15 jours entre ouverture et validation attribution provisoire</p> <p>-Non publication de l'avis d'attribution définitive</p>
Recommandations	<p>-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires</p> <p>-Evaluer les offres et valider l'attribution provisoire dans les 15 jours suivant l'ouverture des plis</p> <p>- publier l'avis d'attribution définitive dans les 15 jours suivant l'approbation la notification du marché</p>
Commentaires de l'AC	<p>-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».</p>
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° T_DPAC_028	
Description	Travaux d'électrification des parcelles assainies de Thiès Extension
Date d'invitation	22 octobre 2010
Date de dépôt des offres	30 novembre 2010
Attributaire	ETM SARL
Date du contrat	Approuvé le 25 janvier 2011
Montant du marché	204.814.506 FCFA TTC
Date de réception	Travaux non encore démarrés
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ETM Sarl : 204 814 506 FCFA TTC • SLS (Socere Lambert Somec) : 256 170 679 FCFA TTC • Techno Réseau Sénégal : 227 045 611 FCFA TTC • ETAB Sarl : 231 100 482 FCA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre la moins disante.</p>	
Non conformités	-Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	<p>-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012.</p> <p>Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».</p>
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° F_SG_049	
Description	Acquisition de Véhicules
Date d'invitation	01 juillet 2010
Date de dépôt des offres	04 août 2010
Attributaire	CFA MOTORS: lot 1 et 2 La Sénégalaise de l'Automobile: lot 3
Date du contrat	27 janvier 2011 pour CFAO Motors / sans date pour Sénégalaise de l'Automobile
Montant du marché	Lot1 : 94.200.000 FCA TTC Lot2 : 69.950.000 FCFA TTC Lot3 : 34.078.400 FCFA TTC
Date de réception	
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <p><u>Lot 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • CFAO Motors Senegal : 94.200.000 FCA TTC • Espace Auto : 67 200 000 FCA TTC • SERA: 94 500 000 FCA TTC • EMG Sarl : 75 000 000 FCA TTC <p><u>Lot 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Sénégalaise de l'Automobile : 57 500 000 FCA TTC • CFAO Motors Senegal : 69 950 000 FCA TTC • Espace Auto : 40 000 000 FCA TTC • SERA: 59 500 000 FCA TTC variante 63 325 000 FCA TTC • EMG Sarl : 54 750 000 FCA TTC • SILCAR : 47 500 000 FCA TTC variant 57 500 000 FCA TTC <p><u>Lot 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Sénégalaise de l'Automobile : 34 078 400 FCA TTC • CFAO Motors Senegal : 42 500 000 FCA TTC • SERA: 59 500 000 FCA TTC variante 43 470 000 FCA TTC • EMG Sarl : 38 200 000 FCA TTC • <p>Lot 1 attribué au troisième moins disant car 2 premiers jugés non-conformes</p> <p>Lot 2 attribué au sixième moins disant car 5 premiers jugés non-conformes NB : recours du soumissionnaire Espace auto, débouté par CRD de l'ARMP</p>	
Non conformités	-Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires

Commentaires de l'AC	<p>-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».</p>
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N°	
Description	Electrification Tambacounda
Date d'invitation	17 mars 2011
Date de dépôt des offres	19 avril 2011
Attributaire	ETM Sarl
Date du contrat	12 septembre 2011
Montant du marché	211 757 490 FCFA TTC
Date de réception	Travaux en cours
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SLS (Socere Lambert Somec) : 258 792 649 FCA TTC • EERI : 241 144 670 FCA TTC • ETM Sarl: 211 757 490FCA TTC • Techno Réseaux Sénégal : 209 985 847 FCA TTC <p>Le marché n'a pas été attribué à l'offre la moins disante jugée non conforme car ayant fourni des états financiers certifiés par le cabinet IRECO qui n'est pas inscrit dans l'ordre national des experts comptables et comptables agréés du Sénégal (ONECCA).</p>	
Non conformités	- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N°	
Description	Terrassement Parcelles Assainies de Kebemer
Date d'invitation	17 mars 2011
Date de dépôt des offres	18 avril 2011
Attributaire	SEPS
Date du contrat	29 juillet
Montant du marché	83 421 581 FCA TTC
Date de réception	Travaux en cours
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GENITE : 197 017 241 FCA TTC • SSBS : 104 475 203 FCA TTC • SEPS: 83 421 581 FCA TTC • EGCCBN : 115 286 148 FCA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre la moins disante.</p>	
Non conformités	- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), AO N° F_SG_049	
Description	Acquisition d'un Véhicule 4x4
Date d'invitation	01 mars 2011
Date de dépôt des offres	06 avril 2011
Attributaire	CFAO MOTORS
Date du contrat	A remplir
Montant du marché	46 975 400 FCFA TTC
Date de réception	18 août 2011
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CFAO Motors Senegal : 46 975 400 FCA TTC • SERA: 44 296 000 FCA TTC <p>Le marché a été attribué au 2eme moins disante du fait que l'offre la moins disante a été jugée non conforme car a proposé dans son offre un véhicule avec une boîte à vitesse manuelle alors qu'il était demandé une transmission automatique.</p>	
Non conformités	<p>- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires</p> <p>-</p>
Recommandations	-Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires
Commentaires de l'AC	<p>-Les procès-verbaux d'ouverture des offres ont toujours été délivrés séance tenante aux représentants des candidats qui émargent sur le registre de présence. Ce point a été soulevé lors de l'audit de l'exercice 2010 qui a été effectué en 2012. Cependant, la SN HLM a procédé au perfectionnement de la matérialisation de la remise des procès-verbaux. En ajoutant sur ledit registre la mention : « attestation de réception du procès-verbal d'ouverture ».</p>
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP Contrôle des travaux de construction d'un immeuble R+8 à Fass Paillote	
Description	Marchés
Date d'invitation	11 décembre 2011
Date de dépôt des offres	10 janvier 2012
Attributaire	APAVE
Date du bon de commande	
Date du contrat	19 mars 2012
Montant du marché	7 139 000 francs CFA TTC
Date de réception	Non applicable travaux non démarrés
<p>cinq candidats ont été consultés et tous les cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Scat International : 14 307 500 franc CFA TTC 2. SSIC : 26 904 000 franc CFA TTC 3. Véritas : 13 776 500 franc CFA TTC 4. Alpages : 14 160 000 franc CFA TTC 5. APAVE : 7 139 000 franc CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	-Marché attribué sur la base d'une offre financière, une offre technique n'a pas été demandé aux candidats
Recommandations	-Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière)
Commentaires de l'AC	Les offres techniques sont toujours exigées (Réf. TDR). Cependant les offres techniques et financières sont ouvertes en même temps pour les demandes de renseignements et de prix, car les services demandés ne nécessitaient pas une ouverture en deux temps. La méthode d'évaluation choisie dans tous les cas est celle du « moindre coût »
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP Etude d'assainissement en eaux usées des PA de Keur Massar III	
DRP Etude d'assainissement des PA de Thiès Extension (UV 04 et 05)	
Description	Marchés
Date d'invitation	22 novembre 2011
Date de dépôt des offres	07 décembre 2011
Attributaire	H2O ENGINEERING
Date du bon de commande	
Date du contrat	02 aout 2012
Montant du marché	15 930 000 francs CFA TTC
Date de réception	A fournir
<p>cinq candidats ont été consultés et deux candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <p>1. SCIEPS : 34 249 500 Francs CFA TTC</p> <p>2. H2O Engeneering : 15 930 000Francs CFA TTC</p> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> -Marché attribué sur la base d'une offre financière, une offre technique n'a pas été demandé aux candidats -Candidats non retenus non informés - Les preuves de paiement et rapport de la mission non fournis
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> --Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière) -Informer les candidats non retenus du rejet de leur offre - classer les preuves de paiement et les rapports de la mission
Commentaires de l'AC	<p>Les offres techniques sont toujours exigées (Réf. TDR). Cependant les offres techniques et financières sont ouvertes en même temps pour les demandes de renseignements et de prix, car les services demandés ne nécessitaient pas une ouverture en deux temps. La méthode d'évaluation choisie dans tous les cas est celle du « moindre coût»</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les lettres d'informations ont été établies mais certains candidats ne se sont pas manifestés -Les rapports de missions sont produits et mis à la disposition de la mission d'audit. Lesdits documents sont disponibles au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Au regard de leur volume, ils n'ont pas pu être annexés au présent document.

Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP Travaux d'entretien et de maintenance des Splits du siège	
Description	Marchés
Date d'invitation	21 novembre 2011
Date de dépôt des offres	08 décembre 2011
Attributaire	Zénith Froid
Date du bon de commande	
Date du contrat	A fournir
Montant du marché	1 770 000 francs CFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>six candidats ont été consultés et quatre candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Zenith Froid, 1 770 000 franc CFA TTC 2. Pramac, 2 572 529 franc CFA TTC 3. CFE Ingenierie, 2 893 950 franc CFA TTC 4. EFED, 3 537 050 franc CFA TTC 	
Non conformités	-
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP Organisation de la colonie de vacances 2011	
Description	Marchés
Date d'invitation	14 juin 2011
Date de dépôt des offres	21 juin 2011
Attributaire	Cheikh Ahmed Tidiane SARR
Date du bon de commande	
Date du contrat	28 juin 2011
Montant du marché	28 892 000 franc CFA TTC
Date de réception	A fournir
<p>cinq candidats ont été consultés et quatre candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cheikh Ahmed Tidiane SARR, 28 892 000 franc CFA TTC 2. Mame Libassee DIOP, 40 025 000 franc CFA TTC 3. Mouhamed NDOYE, 26 089 000 franc CFA TTC 4. El Hadji Mor MANGANE, 30 832 700 franc CFA TTC <p>Marché attribué au second moins disant car offre moins disante non exhaustive.</p>	
Non conformités	<p>-Les candidats consultés n'ont aucun statut juridique et aucune personnalité morale</p> <p>-Candidats non retenus non informés</p>
Recommandations	<p>-s'assurer que les candidats consultés et retenus sont compétents pour le marché, et ont un statut juridique et une personnalité morale</p> <p>-Informers les candidats non retenus du rejet de leur offre</p>
Commentaires de l'AC	<p>Les candidats consultés ont effectivement un statut juridique. La SN HLM a consulté des personnes physiques qui, dans le cas d'espèce sont des Directeurs des Collectivités éducatives agréés par le Ministère de la Jeunesse. Aussi, dans les termes de référence, il est bien exigé un diplôme et une expérience similaire.</p> <p>Les pièces probantes sont annexées au présent document.</p> <p>Les lettres d'informations ont été établies mais certains candidats ne se sont pas manifestés</p>
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP Etudes techniques et financières pour la construction de logements à Ngallèle et Kébémér	
Description	Marchés
Date d'invitation	22 mars 2011
Date de dépôt des offres	13 avril 2011
Attributaire	Lot 1 : SNIB Lot 2 : IHSAN Project
Date du bon de commande	
Date du contrat	Lot1 06 juin 2011, Lot2 09 juin 2011
Montant du marché	Lot 1 = 11 994 700 franc CFA TTC / Lot 2 = 10 030 000 franc CFA TTC
Date de réception	A fournir
<p><u>Lot 1</u> cinq candidats ont été consultés et tous les cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. SNIB : 11 994 700 franc CFA TTC 2. Afric Architecture Conseils : 13 924 000 franc CFA TTC 3. HSAN Projet : 14 750 000 franc CFA TTC 4. Archi Art Concept : 31 860 000 franc CFA TTC 5. ABC Groupe : 17 700 000 franc CFA TTC <p><u>Lot 2</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. SNIB : 10 767 500 franc CFA TTC 2. Afric Architecture Conseils : 12 930 000 franc CFA TTC 3. IHSAN Projet : 10 030 000 franc CFA TTC 4. Archi Art Concept : 28 320 000 franc CFA TTC 5. ABC Groupe : 12 980 000 franc CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante pour chaque lot</p>	
Non conformités	-Marché attribué sur la base d'une offre financière, une offre technique n'a pas été demandé aux candidats - rapport de la mission non fournis
Recommandations	-Demander pour les procédures de DRP de Prestations intellectuelles une offre technique et une offre financière puis procéder à l'ouverture en 2 temps (offre technique puis offre financière) - classer les rapports de la mission
Commentaires de l'AC	Les offres techniques sont toujours exigées (Réf. TDR). Cependant les offres techniques et financières sont ouvertes en même temps pour les demandes de renseignements et de prix, car les services demandés ne nécessitaient pas une ouverture en deux temps. La méthode d'évaluation choisie dans tous les cas est celle du « moindre coût» -Les rapports de missions sont produits et mis à la disposition de

	la mission d'audit. Lesdits documents sont disponibles au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Au regard de leur volume, ils n'ont pas pu être annexés au présent document.
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP Fourniture de matériel électrique pour l'alimentation en réseau BT aérien des 189 logements de Saint-Louis	
Description	Marchés
Date d'invitation	27 mai 2011
Date de dépôt des offres	07 juin 2011
Attributaire	ETM SARL
Date du bon de commande	
Date du contrat	13 juin 2011
Montant du marché	18 583 230 francs CFA TTC
Date de réception	A fournir
<p>sept candidats ont été consultés et quatre ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. SOCER-LAMBERSOME/SA : 22 139 318 franc CFA TTC 2. COSELEC «A» : 20 574 020 franc CFA TTC 3. EERI : 25 619 736 franc CFA TTC 4. ETM : 18 583 230 franc CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

DRP Maintenance Parc Informatique	
Description	Marchés
Date d'invitation	17 février 2011
Date de dépôt des offres	02 mars 2011
Attributaire	INFOTECH, 16 Rte de Rufisque
Date du bon de commande	
Date du contrat	22 avril 2011
Montant du marché	9 855 360 francs CFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>cinq candidats ont été consultés et quatre ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Infotech : 9 855 360 francs CFA TTC 2. Général Electronic : 11 564 000 francs CFA TTC 3. MD Computer Service : 16 300 000 francs CFA TTC 4. ISM Technologies : 12 450 000 francs CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	-Candidats non retenus non informés -rapports d'intervention non fournis
Recommandations	-Informers les candidats non retenus du rejet de leur offre - classer les rapports d'intervention
Commentaires de l'AC	Les rapports d'intervention sont régulièrement produits et sont annexés au présent document. Les lettres d'informations ont été établies mais certains candidats ne se sont pas manifestés
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

DRP Maintenance et suivi des applications spécifiques pour la SN HLM	
ENTENTE DIRECTE	
Description	Marchés
Date d'invitation	Néant
Date de dépôt des offres	Néant
Attributaire	DEFI HIGH-TECH
Date du bon de commande	
Date du contrat	31 mai 2011
Montant du marché	7 139 000 francs CFA TTC
Date de réception	Non applicable
Marché par entente directe avec avis favorable de la DCMP	
Non conformités	-rapports d'intervention non fournis
Recommandations	- classer les rapports d'interventions
Commentaires de l'AC	La SN HLM prend bonne note des observations prendra les dispositions nécessaires afin de corriger ce fait.
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

DRP Demande de cotation pour l'acquisition de cartouches pour imprimantes	
Description	Marchés
Date d'invitation	Néant
Date de dépôt des offres	Néant
Attributaire	ITEL Rue 27 x Blaise Diagne
Date du bon de commande	Néant
Date du contrat	Néant
Montant du marché	1 298 000 francs CFA TTC
Date de réception	A fournir
<p>cinq candidats ont été consultés et tous les cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ITEL : 1 298 000 franc CFA TTC 2. AC CONSULTANTS : 1 463 200 franc CFA TTC 3. COMPUTER CENTER : 1 369 800 franc CFA TTC 4. GIE SOPE NABI : 1 416 000 franc CFA TTC 5. IBIS : 1 534 000 franc CFA TTC <p>Offre moins disante retenue</p>	
Non conformités	-non établissement d'un bon de commande ou contrat
Recommandations	-établir un bon de commande ou un contrat
Commentaires de l'AC	Les commandes passées par demandes de cotation sont soumises à la circulaire du 31 mars 2009 du Premier Ministre. La SN HLM renvoie à cet extrait et précise que l'accord du Directeur Général apposé sur la facture équivaut à une commande
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

ANNEXE 4 :
PHOTOS AUDIT PHYSIQUE

Acquisition de Véhicules



Acquisition d'un Véhicule 4x4



Construction de 2 agences SN HLM à Tambacounda et Kaolack



Travaux d'électrification des PA de NGALLELE (Saint-Louis)



ANNEXE 5 :
REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

025601

N°.....HLM/DG/SG/CPM/S.MB.D

DAKAR, LE 14 JUIN 2013

LE DIRECTEUR GENERAL

//--)) Monsieur le Représentant du
groupement GMS-SSPM

DAKAR

Objet : Revue de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2011.

Référence : - V/Rapport provisoire

Monsieur le Représentant,

J'accuse réception de votre rapport provisoire relatif à la mission citée en objet, à travers lequel vous avez relevé des constats et émis des recommandations sur la passation des marchés de la SN HLM.

Pour l'essentiel, je prends bonne note des observations, notamment celles contenues aux points 1.1 et 5.1.1 dudit rapport et j'apporte les précisions ci-après :

1. MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES.

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N° T_DT_031	
Description	Construction de deux agences pour la SN HLM à Tambacounda et Kaolack
Date d'invitation	27 mai 2011
Date de dépôt des offres	29 juin 2011
Attributaire	Centrale d'Etude et de Construction (CEC):Lot1 et lot2
Date du bon de commande	
Date du contrat	29 décembre 2011
Montant du marché	Lot 1: 55 324 155 franc CFA TTC Lot 2 : 31 966 212 franc CFA TTC
Date de réception	travaux en cours

